



Séance ordinaire du vendredi 31 juillet 2020

L'an deux mille-vingt et le trente et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle MARSALA, Arnaud MOYNIER, Soune SERRE

Hors commission - Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002, en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, examine les rapports annuels des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute, ainsi que le bilan d'activité des services exploités en régie. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public (DSP), avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée. La CCSPL prévue à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales a pour vocation de permettre l'expression des usagers des services publics par la voie d'associations représentatives. Elle contribue ainsi à la participation des citoyens au fonctionnement des services publics.

Elle était présidée en 2019 par Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente déléguée à l'administration générale, contentieux, affaires juridiques et protocole, et était composée par ailleurs des membres suivants :

- 5 conseillers métropolitains membres titulaires :
 - Monsieur Laurent JAOU
 - Monsieur Gilbert PASTOR
 - Madame Titina DASYLVA
 - Madame Maud BODKIN
 - Madame Annie YAGUE
- 5 Conseillers métropolitains membres suppléants :
 - Monsieur Gérard LANNELONGUE
 - Madame Valérie BARTHAS-ORSAL
 - Madame Michèle DRAY-FITOUSSI
 - Monsieur Arnaud MOYNIER
 - Madame Rosy BUONO
- Et de manière paritaire, d'un représentant des associations d'usagers suivantes :
 - FNAUT (Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports)
 - CLCV (Consommation Logement Cadre de Vie)
 - VELOCITE LANGUEDOC
 - PAILLADE MOSSON COULEE VERTE
 - LRNE (Languedoc Roussillon Nature Environnement)

Les services publics et équipements métropolitains qui font l'objet d'un examen par la Commission des Services Publics Locaux restent actuellement les suivants :

- Patinoire Vegapolis ;
- Planetocéan ;
- Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- Service public des transports en commun urbains ;
- Service public de l'assainissement (3 contrats) ;
- Marché d'Intérêt National ;
- Parcs de stationnement "Foch-Préfecture /Marché aux fleurs" et "Arc de Triomphe" ;
- Parc de stationnement "Peyrou Pitot" ;
- Parcs de stationnement "Antigone" et "Comédie" ;
- Parc de stationnement "Europa" ;
- Parc de stationnement "Gambetta" ;
- Parc de stationnement "Nouveau Saint Roch" ;
- Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid ;
- Concession de gaz (24 contrats) ;
- Concession d'électricité (7 contrats) ;
- Unité de méthanisation Ametyst ;
- Service public de l'eau potable (Régie de l'eau) ;
- RPQS eau potable, eau brute ;
- RPQS assainissement ;

- RPQS collecte et traitement des déchets.

Conformément aux dispositions de l'article L. 1413-1 du CGCT, le Président de la CCSPL présente à son assemblée délibérante, avant le 1^{er} juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. Cette échéance n'a pu être respectée compte tenu de la période d'état d'urgence sanitaire relative au Covid-19 déclarée par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, puis de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant la période jusqu'au 10 juillet 2020, ainsi que de la période de l'entre-deux tours relative aux élections municipales de 2020.

Depuis le mois d'octobre 2016, l'organisation et la gestion des séances de la CCSPL, sont conduites par la Direction du Contrôle de Gestion Externe de Montpellier Méditerranée Métropole.

Concernant l'examen des rapports des délégataires (RAD) et les rapports sur le prix et la qualité des services publics (RPQS) au titre de l'année 2018, la CCSPL s'est réunie les 18 septembre 2019 et 12 décembre 2019 pour traiter les dossiers suivants :

Séance du 18/09/2019

- ✓ RPQS 2018 Collecte et Traitement des déchets ;
- ✓ RPQS 2018 Assainissement ;
- ✓ RPQS 2018 Eau Potable ;
- ✓ Bilan d'activité de la Régie de l'eau ;
- ✓ RAD 2018 Usine de méthanisation Ametyst ;
- ✓ RAD 2018 Collecte et traitement des eaux usées relatifs à la station d'épuration Maéra (2 contrats) ;
- ✓ RAD 2018 Collecte et traitement des eaux usées du Secteur Est-Ouest.

Séance du 12/12/2019

- ✓ RAD 2018 Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- ✓ RAD 2018 Patinoire Vegapolis ;
- ✓ RAD 2018 Distribution d'Electricité (Enedis/EDF) (7 contrats) ;
- ✓ RAD 2018 Distribution de Gaz (24 contrats).

Séance du 12/12/2019

Cette séance a été présidée selon arrêté exceptionnel par Madame Maud BODKIN compte tenu du conflit d'intérêt liant Madame Isabelle GUIRAUD en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration du délégataire du service public concerné :

- ✓ RAD 2018 Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF).

Séance du 5/12/2019 reportée au 28/02/2020

Les séances de CCSPL se réunissent normalement en fin d'année pour examiner les RAD de l'année précédente. Cependant faute de quorum, la séance du 5 décembre 2019 a dû être reportée pour finalement se tenir pour une ultime séance le 28 février 2020, afin de finaliser la présentation des dossiers relatifs à l'année 2018.

Elle a examiné les dossiers suivants :

- ✓ RAD 2018 Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- ✓ RAD 2018 Marché d'Intérêt National ;
- ✓ RAD 2018 Services de transports urbains ;
- ✓ RAD 2018 Stationnement en ouvrages Parkings (9 parkings - 7 contrats) ;
- ✓ RAD 2018 Planetocéan.

Les avis significatifs de la CCSPL ont notamment porté sur la DSP Patinoire Vegapolis. La commission a en effet rendu, à l'unanimité, un avis favorable avec observation, portant sur la problématique des créneaux scolaires réservés au sein de la patinoire, non utilisés par certaines classes de manière récurrente, et payés par Montpellier Méditerranée Métropole au délégataire. Il est proposé d'étudier un cadre de mise en œuvre plus efficient regroupant l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de réservation des créneaux scolaires au sein de la patinoire (académie, délégant, délégataire, instituteurs, chefs d'établissement).

La commission a rendu un avis défavorable concernant les DSP Concessions d'Electricité et de Gaz, malgré l'amélioration des échanges et des efforts constatés sur certains points avec ces délégataires. La Commission a en effet relevé des observations portant notamment sur l'opacité des données financières basées sur des clés de répartition, ainsi que sur le suivi des investissements, patrimoine du délégant pour ces concessions. La commission a rappelé également que le délégataire des concessions d'électricité doit privilégier une

politique d'investissement basée sur le préventif plutôt que le curatif.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue des séances de la CCSPL, les rapports annuels des délégataires portant sur les 49 contrats ont également fait l'objet d'un examen par la Commission de Contrôle des Comptes, qui était présidée par Monsieur Max LEVITA et composée d'élus métropolitains, pour l'examen des comptes 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil :

- de prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole pour l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 06/08/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200731-131871-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.